



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP
- Section des Pyrénées-Orientales -
mail: fo.ddfip66@dgfip.finances.gouv.fr
web: <http://fo-dgfip-sd.fr/066/>

CSAL du 17/01/2023
DÉCLARATION LIMINAIRE

Madame la présidente,

Alors que tous les services de la DDFIP 66 manquent cruellement de personnel, quelle idée saugrenue de supprimer encore 11 emplois dans notre département !

Il s'agit d'un choix politique incompréhensible et inconséquent, et il faudra que notre Direction l'assume car elle ne pourra pas se prévaloir, comme parfois par le passé, d'être humaine, car les chiffres sont têtus. Pour faire preuve d'un peu d'humanité, il aurait fallu au moins autant de passages de C en B et de B en A, par liste d'aptitude, que d'emplois supprimés respectivement, d'agents et de contrôleurs. C'était le minimum syndical pour être humain, même si ce volume de suppressions est un vrai désastre !

Dans le contexte de la réforme des retraites, il est tout aussi impossible humainement, de parler de la fameuse évaporation naturelle, car le report de l'âge légal de départ à la retraite, au-delà de fracasser des projets de vie, constitue un sujet suscitant une angoisse, pas de nature à apaiser une réflexion sur les suppressions d'emplois.

La réforme des retraites est elle aussi inhumaine. Alors que nous connaissons l'âge de décès moyen par catégorie socio-professionnelle, ainsi que l'espérance de vie en bonne santé dans une profession, pourquoi autant de pseudo-concertation, qui se rajoute aux longues séances que l'on a connu lors du dernier quinquennat sur le même sujet. Il serait si simple de présenter pour chaque métier une réduction de l'âge légal de départ, en fonction de cette donnée chiffrée. Cela n'empêcherait pas la contestation sociale et laisserait ouvert le débat sur le sujet, mais on pourrait au moins se prévaloir du côté du Gouvernement d'intégrer un aspect humain fondamental dans une réforme des retraites, à savoir celui de la mort, car la retraite, constitue la dernière étape avant ce que l'on appelle communément la fin de vie.

Que souhaitons-nous ? Assister matériellement les personnes âgées avant leur mort ou alors permettre à tout un chacun de profiter un peu de la vie, sans être trop vieux, avec un pouvoir d'achat décent et une santé raisonnable ?

Pour FO, c'est bien évidemment sur ce deuxième choix de société que nous nous positionnons depuis toujours. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le pouvoir politique s'est interrogé pour décider de l'âge légal de départ à la Retraite. A quel âge meurent en moyenne les ouvriers en France, s'est interrogé un célèbre Général. 65 ans ont répondu son entourage. Eh bien a-t-il répondu, la retraite, ce sera à 65 ANS!!!

Il fallait faire preuve de décence, et s'assurer qu'à l'âge choisi, il resterait encore un nombre significatif de travailleurs en vie.

La retraite et la mort sont historiquement liées. En 2023, 12% des ouvriers sont déjà morts à 62 ANS. En 2018, selon l'Insee un quart des salariés les plus pauvres est déjà décédé à 62 ans. Alors, la bonne question à se poser est de regarder où on en est sur l'employabilité des jeunes de 20 à 30 ANS ! Et là, la réponse fuse, pleine de bon sens : PLACE AUX JEUNES !

Pour FO, l'âge de départ à la retraite, c'est 60 ANS, avec 37,5 annuités et PAS de DÉCOTE !

Voilà ce que nous revendiquons !!!

Le syndicalisme français s'est opposé à ce qu'il appelait "la Retraite des Morts", pour imposer le progrès social dans ce domaine. Aujourd'hui, chacun sait que ce sont les fonds de pensions qui rôdent, tels des vautours, la fin de vie constituant un marché juteux pour certains. Ce ne sont pas les valeurs de la République Française et FO se trouvera toujours sur le chemin de ceux qui font la promotion de cette solution.

Que va-t-il se passer à partir du 19/01/2023 ? Les dossiers salaires-emplois-retraite sont liés. Vouloir les saucissonner est une stratégie bien connue pour ne pas répondre aux revendications du mouvement social. **AUGMENTER LES SALAIRES, PAS L'AGE DE DÉPART A LA RETRAITE et ARRÊTER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A LA DGFIP.**

Voilà une charte revendicative explosive !!!

Nous terminerons cette déclaration liminaire en demandant officiellement LA TENUE D'UN CSAL SPÉCIAL CONTRÔLE FISCAL.

Nous le demandons depuis longtemps. Il a fallu un drame dans le NORD DE LA FRANCE, pour que cette mission et ce métier, essentiels à la DGFIP, refassent surface dans le dialogue social national.

Sur tous les autres sujets, faudra-t-il attendre d'autres drames humains, pour qu'ils soient traités en profondeur et avec humanité?!

Le malaise à la DGFIP est profond et la solution n'est sûrement pas le grand remue-méninges, la cellule de médiation de BERCY ou encore la poursuite des fusions de services...

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE A LA DGFIP !

Le militantisme FO se veut optimiste et misera toujours sur la puissance du collectif. L'individualisme ne résout pas les problèmes.

Lorsque les politiques auront compris que les femmes et les hommes qui font vivre la DGFIP ne doivent pas être considérés comme un coût mais comme une richesse irremplaçable, alors nous aurons fait la moitié du chemin.

Ce dernier sera long, mais nous ne céderons rien sur nos revendications et nos valeurs !